

Communiqué public

Plus de 130 organisations et réseaux internationaux soutiennent les défenseur(e)s de la Commission Justice et Paix

18 février 2013

Les organisations soussignées nous tenons à réitérer notre soutien aux défenseurs et défenseuses des droits humains de la Commission Interecclésiastique Justice et Paix (CIJP), face à l'intensification des agressions qui mettent en danger leur vie et nuisent à leur action légitime pour la démocratie et pour la paix en Colombie.

Au cours de ces trois derniers mois, les diffamations et les actes de surveillance se sont intensifiés contre les membres de la CIJP et en particulier contre Alberto Franco, Danilo Rueda et Abilio Peña. Les études de risque réalisées par le gouvernement colombien ont qualifié de «risque exceptionnel» la situation dans laquelle se trouvent 18 membres de la CIJP qui travaillent à Bogota et dans les départements du Putumayo, Meta, Valle, Cauca, Chocó et la côte des Caraïbes. Plus récemment, le 13 février 2013 - selon le rapport préliminaire de la SIJIN (unité d'investigation de la police nationale) -, le pare-brise de la voiture blindée avec laquelle se mobilise le père Franco et qui se trouvait stationnée devant sa résidence, a été touché à trois reprises par une arme à feu avec silencieux. Le père Franco avait informé de plusieurs actes de surveillance à son domicile au cours de l'année 2012 et, plus récemment, les 4, 11 et 13 février 2013.

Nous pensons que ces menaces sont liées aux actions que réalise la CIJP en faveur de la restitution de terres et pour faire la lumière sur la responsabilité de l'Etat, de secteurs militaires et économiques, dans des affaires d'accaparement de terres et de violations des droits humains portés devant les tribunaux nationaux et internationaux. Ces actes d'intimidation se produisent quelques jours après que le père Franco informe les médias sur l'implication présumée de représentants du gouvernement de l'ancien président Alvaro Uribe dans l'accaparement des territoires collectifs des communautés du Jiguamiandó et Curvaradó (au Nord de la Colombie) ; et cette même semaine s'est tenue l'audience de l'affaire Marino Lopez et autres (Cacarica) devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Nous avons pu observer comment ces communautés afro-colombiennes, indigènes et paysannes que la CIJP accompagne sont également attaquées parce qu'elles exigent leur droit à la terre. En décembre 2012, nous avons reçu des communautés du Curvaradó des rapports sur la présence massive de paramilitaires en uniforme et armés de fusils qui les ont menacées de perpétrer un massacre. A plusieurs reprises, nous avons exprimé notre inquiétude au sujet du harcèlement dont sont victimes María Ligia Chavera et Enrique Petro, deux dirigeants emblématiques du processus de restitution des terres du Curvaradó.

Cette semaine, nous avons observé avec une profonde préoccupation comment les représentants du gouvernement colombien, en audience devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, délégitiment les témoignages et traitent de manière agressive les victimes du déplacement forcé causé par l'opération «Genesis» au Cacarica en 1997. Ces actions exposent les témoins et les victimes à des représailles et les victimise de nouveau. Nous sommes témoins également de l'intensification de la campagne de diffamation, menée par des

personnes proches aux entreprises qui ont profité de l'accaparement des terres, à l'encontre de Liliana Ávila et Danilo Rueda, représentants de CAVIDA Cacarica devant la Cour interaméricaine, alléguant qu'ils manipulent les victimes pour témoigner contre des militaires et paramilitaires. Dans cette affaire, la justice colombienne a conclu à la responsabilité du général (r) Rito Alejo del Rio, commandant de la 17^{ème} brigade de l'armée nationale entre 1996 et 1997, pour la mort du paysan Marino Lopez durant l'opération militaire « Genesis ».

Les organisations signataires connaissent les personnes et les histoires des communautés de Cacarica organisées au sein de CAVIDA, de Curvaradó et Jiguamiandó qui réclament leurs terres. Nous les avons soutenues dans leurs exigences pour un retour sur leur territoire dans des conditions de dignité et de sécurité. En signe de leur engagement pour la paix, ces communautés se sont mobilisées pour présenter leurs initiatives nonviolentes et productives dans le cadre du dialogue qui a actuellement lieu entre le gouvernement colombien et les FARC-EP.

Compte tenu de ce qui précède, nous demandons au gouvernement colombien de:

1. redoubler d'efforts pour assurer la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains de CIJP, et en particulier de réaliser les études d'évaluation des risques si c'est le cas et mettre en œuvre les systèmes de protection requis depuis avril 2012, avec une attention particulière à leurs lieux de résidence;
2. assurer la sécurité des personnes œuvrant à la restitution des terres volées, comme c'est le cas de María Ligia Chaverra et Enrique Petro dans le Curvaradó et le Jiguamiandó ainsi que d'autres leader menacés;
3. assurer la sécurité des témoins qui contribuent à la recherche de la vérité, la justice et la réparation, comme c'est le cas des représentants de CAVIDA Bernardo Vivas, Sofia Roa et Rosalba Cordoba ;
4. faire progresser de façon décisive la lutte contre les causes structurelles qui perpétuent les attaques contre les défenseurs et défenseuses des droits humains comme le sont l'impunité et l'existence de groupes paramilitaires;
5. mener les enquêtes pour identifier et punir autant les auteurs matériels comme les commanditaires qui se trouvent derrière les menaces et les harcèlements contre les défenseurs et défenseuses des droits humains et en particulier la récente attaque contre le père Franco et les informations diffamatoires contre Liliana Avila et Danilo Rueda de la CIJP.

Nous demandons à l'Union européenne, ses États membres, la Suisse et la Norvège:

1. Dans le cadre des directrices de l'Union Européenne faire leur possible pour rendre visible le soutien international pour l'organisation CIJP ainsi que pour les leaders œuvrant à la restitution des terres.
2. Dans ses dialogues avec le gouvernement colombien, transmettre leur préoccupation pour la protection de ces défenseurs et défenseuses des droits humains, ainsi que les demandes faites dans le présent communiqué.
3. Réaliser des déclarations publiques en ce qui concerne la gravité de la situation des défenseurs des droits humains en demandant au gouvernement colombien de s'acquitter de son devoir de protection.

SIGNENT:

Organisations et réseaux Européens

Action pro Colombia (Allemagne)
AG Gerechtigkeit, Frieden und Bewahrung der Schöpfung der Deutschen
Franziskanerprovinz (Comisión Justicia, Paz, y Integridad de la Creación de los Franciscanos – Allemagne)
Aktion Friedensdorf (Allemagne)
Arlac (Belgique)
ASK! Arbeitsgruppe Schweiz – Kolumbien (Suisse)
Broederlijk Delen (Belgique)
Christian Aid (GB e Irlande)
Centro de Derechos Humanos de Nuremberg (Allemagne)
Colombia Solidarity Campaign (GB)
Comité Cristiano de Solidaridad con Latinoamérica
Comité Oscar Romero de Valladolid (Espagne)
Comité Oscar Romero de Madrid (Espagne)
Conexx Europe (Belgique)
Consejería en Proyectos PCS
Coordinadora Estatal de los Comités Oscar Romero (Espagne)
Coordinación Valenciana de Solidaridad con Colombia (Cedsala, CEPS, CEAR PV, Entreiguals-Valencia, Colectivo Sur Cacarica e Intersindical Valenciana)
Ecologistas en Acción (Espagne)
FDCL - Centro de Investigación y Documentación Chile-América Latina (Allemagne)
Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (Espagne)
con Estatuto consultivo ante el ECOSOC de Naciones Unidas, conformada por
13 Organizaciones Miembros:
Asociación para las Naciones Unidas en España (ANUE)
Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE)
Asociación para la Defensa de la Libertad Religiosa (ADLR)
Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR)
Instituto de Estudios Políticos para América Latina y África (IEPALA)
Justicia y Paz
Liga Española Pro Derechos Humanos
Movimiento por la Paz (MPDL)
Paz y Cooperación
Fundación Mundubat
UNESCO Etxea
Plataforma de Mujeres Artistas contra la Violencia de Género
Coordinadora Estatal de Asociaciones Solidarias con el Sáhara (CEAS-Sáhara)
Iniciativa Solidaria Internacionalista – Burgos (Espagne)
InspirAction (Espagne)
Kolko - Menschenrechte für Kolumbien (Allemagne)
Misereor (Allemagne)
El Observatorio para la Protección de los Defensores de Derechos Humanos, programa conjunto de la Organización Mundial Contra la Tortura (OMCT) y de la Federación Internacional de Derechos Humanos (FIDH)
OIDHACO – Bureau International des Droits Humains Action Colombie – réseau de plus de 30 organisations européennes.
Plataforma Justicia por Colombia (Espagne)

Red Europea de Comités Oscar Romero (Belgique)

SOLdePaz Pachakuti (Espagne)

SweFOR (Su  de)

Taula catalana per la pau i els DDHH a Col  mbia (Espagne)

Terre des Hommes - Apoyo a la Niñez (Allemagne)

The Caravana of Lawyers (GB)

The Lutheran World Federation

Organisations des   tats Unis

AfroColombia NY

Colombia Land Rights Monitor

Comité de La Justicia con La Paz de Las Hermanas de la Providencia de St. Mary-of-the Woods, IN.

International Rights Advocates

Latin America Working Group

PCN Internacional

SOA Watch

United Church of Christ Justice and Witness Ministries

United Steelworkers, AFL-CIO

US Office on Colombia

Washington Office on Latin America WOLA

8th Day Center for Justice en Chicago

Organisations d'Amérique Latine

Acción Urgente para Defensores de los Derechos Humanos (ACUDEH) (Mexique)

Asociación Civil de Educación y Desarrollo (ACED) (Venezuela)

Comisión   tica contra la Tortura CECT (Chile)

Comisión de Justicia, Paz e Integridad de la Creación (Venezuela)

Comité Cerezo (Mexique)

Comité Dorothy Par   (Brésil)

Comité de Familiares de Asesinados y Desaparecidos de la Dictadura Militar Héctor Comité

Oscar Romero de Buenos Aires (Argentine)

Comité Oscar Romero COR (Chili)

Coordinadora Nacional Cristiana de Panamá Héctor Gallego, CNCP-HG (Panamá)

Coordinadora Popular de Derechos Humanos de Panamá, COPODEHUPA (Panamá)

El Consejo Directivo del "Secretariado Internacional Cristiano de Solidaridad con los Equipo de servicios de las CEB (Nicaragua)

FUNDACIÓN PUEBLO INDIO DEL ECUADOR – SICSAL (Ecuador)

Gallego, COFADEPA-HG (Panamá)

Pueblos de América Latina, Mons. Romero" (SICSAL)

Union de Comunidades Indigenas de la Zona Norte del Istmo-OAXACA (Mexique)

Red Nacional de Organismos Civiles de Derechos Humanos “Todos los Derechos para Todos y Todas”, réseau de 73 organisations dans   tats de la République de Mexique: Agenda LGBT (Estado de México), Asistencia Legal por los Derechos Humanos, A.C. (Distrito Federal); Asociación Jalisciense de Apoyo a los Grupos Indígenas, A.C. (Guadalajara, Jal.); Asociación para la Defensa de los Derechos Ciudadanos "Miguel Hidalgo", A.C. (Jacala, Hgo.); Casa del Migrante Saltillo (Coahuila), Católicas por el Derecho a Decidir, A.C. (Distrito Federal); Centro “Fray Julián Garcés” Derechos Humanos y Desarrollo Local, A. C.

(Tlaxcala, Tlax.); Centro de Apoyo al Trabajador, A.C. (Puebla, Pue.); Centro de Derechos Humanos "Fray Bartolomé de Las Casas", A. C. (San Cristóbal de Las Casas, Chis) ; Centro de Derechos Humanos Digna Ochoa A.C; Centro de Derechos Humanos "Fray Francisco de Vitoria O.P.", A. C. (Distrito Federal); Centro de Derechos Humanos "Miguel Agustín Pro Juárez", A. C. (Distrito Federal); Centro de Derechos Humanos "Don Sergio" (Jiutepec, Mor.); Centro de Derechos Humanos "Fray Matías de Córdova". A.C. (Tapachula, Chis); Centro de Derechos Humanos de la Montaña, Tlachinollan, A. C. (Tlapa, Gro.); Centro de Derechos Humanos de las Mujeres (Chihuahua), Centro de Derechos Humanos "Juan Gerardi", A.C. (Torreón, Coah.); Centro de Derechos Humanos Paso del Norte (Cd. Juárez); Centro de Derechos Humanos Victoria Diez, A.C. (León, Gto.); Centro de Derechos Indígenas "Flor y Canto", A. C. (Oaxaca, Oax.); Centro de Derechos Humanos Toaltepeyolo (Tlilapan, Veracruz); Centro de Derechos Indígenas A. C. (Bachajón, Chis.); Centro de los Derechos del Migrante (DF); Centro de Justicia para la Paz y el Desarrollo, A. C. (CEPAD) (Guadalajara, Jal.); Centro de Reflexión y Acción Laboral (CEREAL-DF) (Distrito Federal); Centro de Reflexión y Acción Laboral (CEREAL-Guadalajara) (Guadalajara, Jal.); Centro Diocesano para los Derechos Humanos "Fray Juan de Larios", A.C. (Saltillo, Coah.); Centro Juvenil Generando Dignidad (Comalcalco, Tabasco); Centro Hermanas Mirabal de Derechos Humanos (León, Gto.), Centro Mexicano de Derecho Ambiental (Distrito Federal), Centro Mujeres (La Paz, BC.), Centro Regional de Defensa de DDHH José María Morelos y Pavón, A. C. (Chilapa, Gro.); Centro Regional de Derechos Humanos "Bartolomé Carrasco", A. C. (Oaxaca, Oax.); Ciencia Social Alternativa, A.C. - KOOKAY (Mérida, Yuc.); Ciudadanía Lagunera por los Derechos Humanos, A. C. (CILADHAC) (Torreón, Coah.); Ciudadanos en Apoyo a los Derechos Humanos, A. C. (Monterrey, NL); Colectivo Educación para la Paz y los Derechos Humanos, A.C. (San Cristóbal de Las Casas, Chis.); Colectivo contra la Tortura y la Impunidad (Distrito Federal); Comité Cerezo (Distrito Federal); Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacán, A.C. (Tehuacan, Pue.); Comisión de Solidaridad y Defensa de los Derechos Humanos, A. C. (Chihuahua, Chih.); Comisión Independiente de Derechos Humanos de Morelos, A. C. (CIDHMOR) (Cuernavaca, Mor.); Comisión Intercongregacional "Justicia, Paz y Vida" (Distrito Federal); Comisión Parroquial de Derechos Humanos "Martín de Tours", A.C. (Texmelucan, Pue.); Comisión Regional de Derechos Humanos "Mahatma Gandhi", A. C. (Tuxtepec, Oax.); Comité de Defensa Integral de Derechos Humanos Gobixha A.C.(Codigodh A.C); Comité de Defensa de las Libertades Indígenas (Palenque, Chis.); Comité de Derechos Humanos Ajusco (Distrito Federal); Comité de Derechos Humanos "Fr. Pedro Lorenzo de la Nada", A. C. (Ocosingo, Chis.); Comité de Derechos Humanos "Sembrador de la Esperanza". A. C. (Acapulco, Gro.); Comité de Derechos Humanos "Sierra Norte de Veracruz", AC. (Huayacocotla, Ver.); Comité de Derechos Humanos de Colima, No gubernamental, A. C. (Colima, Col.); Comité de Derechos Humanos de Comalcalco, A. C. (Comalcalco, Tab); Comité de Derechos Humanos de Tabasco, A. C. (Villahermosa, Tab); Comité de Derechos Humanos y Orientación Miguel Hidalgo, A. C. (Dolores Hidalgo, Gto.); Comité Sergio Méndez Arceo Pro Derechos Humanos de Tulancingo, Hgo AC (Tulancingo, Hgo.); El Caracol A.C. (Distrito Federal); Frente Cívico Sinaloense. Secretaría de Derechos Humanos. (Culiacán, Sin.); Indignación, A. C. Promoción y Defensa de los Derechos Humanos (Chablekal, comisaría del municipio de Mérida, Yuc.); Iniciativas para la Identidad y la Inclusión A.C. (Distrito Federal); Instituto Guerrerense de Derechos Humanos, A. C. (Chilpancingo, Gro.); Instituto Mexicano de Derechos Humanos y Democracia (Distrito Federal); Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario, A.C. (IMDEC), (Guadalajara, Jal.); Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Occidente, - Programa Institucional de Derechos Humanos y Paz. (Guadalajara, Jal.); Oficina de Defensoría de los Derechos de la Infancia A.C. (Distrito Federal), Programa de Derechos Humanos. Universidad Iberoamericana- Puebla (Puebla, Pue); Programa

Universitario de Derechos Humanos. UIA –León (León, Gto.); Proyecto de Derechos Económicos, Sociales Y Culturales (Distrito Federal); Proyecto sobre Organización, Desarrollo, Educación e Investigación (Distrito Federal); Promoción de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (Estado de México); Respuesta Alternativa, A. C. Servicio de Derechos Humanos y Desarrollo Comunitario (San Luis Potosí, S.L.P.); Servicio, Paz y Justicia de Tabasco, A.C. (Villahermosa, Tab.); Servicios de Inclusión Integral, A.C. (Pachuca, Hidalgo); Taller Universitario de Derechos Humanos, A.C. (Distrito Federal).

Personnalités

Dr. Albert Moliner (Teólogo, España); Dr. Gilberto López y Rivas (Profesor-investigador del Instituto Nacional de Antropología e Historia); Leonel Rivero (abogado independiente de derechos humanos); por Serapaz (Servicios y asesoría para la Paz: Miguel Álvarez, (presidente) Dolores González (Consejo) David Bermudez (Director); Por el posgrado de Derechos Humanos (coordinador Dr. Enrique González Ruiz), Clemencia Correa (profesora-investigadora), Carlos Fazio (periodista y profesor del posgrado), Camilo Pérez Bustillo (profesor del posgrado y coordinador del eje sobre migración y desplazamiento forzado del capítulo de TTP), Sister Marilyn Geiger President Sisters of Saint Francis Rochester MN, Hermanas Franciscanas Nuestra Señora de Lourdes Bogotá.

.